

DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Nombre de
Conseillers :

En
exercice

67

Présents

41

Votants

48

Dont 7 procurations

L'an deux mille vingt cinq le : Lundi 20 Janvier à 18 H 30
le Conseil Communautaire dûment convoqué,
s'est réuni en session ordinaire à la salle des Fêtes de Luzy

sous la Présidence de M. Serge CAILLOT, Président.

Date de convocation : 13 Janvier 2025

Etaient présents :

- Achun : /
- Alluy : /
- Aunay en Bazois : William BARDOT Supplée Patrick CHAUSSAT
- Avrée : Georges CHATEAU
- Biches : Nicolas DESOINDRE Supplée Annie LECERF
- Brinay : Pierre TISSIER-MARLOT
- Cercy-la-Tour : Sébastien DESCREAUX, Julien DENOUEL,
Caroline MARCEAU, Jean-Michel AGEZ,
Monique BERNARD, Marie-Laure PARMENTIER,
Michel MULOT
- Charrin : Serge CAILLOT
- Châtillon-en-Bazois : Jean-Christophe SAVE
- Chiddes : Bernadette MADINSKI
- Chougny : /
- Dun sur Grandry : /
- Fléty : Romain COUGNY
- Fours : David BONGARD
- Isenay : Pascal PETIT
- La Nocle-Maulaix : /
- Lanty : Annick BERTRAND
- Larochemillay : Nathalie MICHON
- Limanton : /
- Luzy : Jocelyne GUERIN, Gilles GONIN, Sylvie DELAVELLE,
Florence CHANDIOUX, Thierry DESCOURS,
Floor NUSINK

OBJET :

ECONOMIE :

PROJET
D'INSTALLATION
D'UNE ENTREPRISE
INDUSTRIELLE SUR LA
ZAE DE CERCY LA
TOUR



Certifié exécutoire

Reçu en préfecture
ou en Sous-Préfecture
le : 24/01/2025

Publié ou notifié
le : 24/01/2025

Envoyé en préfecture le 24/01/2025

Reçu en préfecture le 24/01/2025

Publié le



ID : 058-200067882-20250120-2025_CC_019-DE

.../...

- **Maux** : Paul DUSSAULE
- **Millay** : /
- **Montambert** : Marie-Christine ROY
- **Montapas** : /
- **Montaron** : Thierry BEUGNON
- **Mont et Marré** : /
- **Montigny sur Canne** : Antoine-Audoin MAGGIAR

Envoyé en préfecture le 24/01/2025

Reçu en préfecture le 24/01/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20250120-2025_CC_019-DE



- **Moulins-Engilbert** : Serge DUCREUZOT, Elisabeth JOSSE

- **Ougny** : /
- **Poil** : /
- **Préporché** : René DUVERNOY
- **Rémilly** : Jean-Paul MARGERIN
- **Saint Gratien Savigny** : Jean-Paul REVERDIAU
- **Saint Hilaire Fontaine** : /

- **Saint Honoré les Bains** : Didier BOURLON

- **Saint-Seine** : Serge SAUVAGET
- **Savigny Poil Fol** : /
- **Semelay** : Guy LAFFAYE
- **Sermages** : Dominique STRIESKA
- **Tamnay en Bazois** : /
- **Tazilly** : Pascal GUERIN
- **Ternant** : /
- **Thaix** : /
- **Tintury** : /
- **Vandenesse** : Audrey BILLOUÉ
- **Villapourçon** : Patrick LORGÉ

Procurations de :

- 1 – Mme Christine MASCARELLO à Mme Annick BERTRAND
- 2 – M. Michel MARIE à M. Jean-Christophe SAVE
- 3 – M. Bernard LEBLANC à M. Romain COUGNY
- 4 – M. Alban BEAUZON à M. Serge DUCREUZOT
- 5 – M. Jean-Jacques LAMALLE à M. Didier BOURLON
- 6 – M. Patrice BONNET à M. Pierre TISSIER-MARLOT
- 7 – Mme Caroline MARCEAU à M. Sébastien DESCREAUX

ECONOMIE : PROJET D'INSTALLATION D'UNE

ENTREPRISE INDUSTRIELLE

SUR LA ZAE DE CERCY LA TOUR

Monsieur le Président explique qu'une visite sur la ZAE des Fourneaux à Cercy la Tour, suivie d'une réunion en mairie, s'est déroulée le 18/12/2024, en présence de l'entreprise Européenne de Biomasse, de la Sous-Préfète de Château-Chinon, du Secrétaire Général de la Préfecture de la Nièvre, des services de la préfecture (DREAL, DDT), du Maire de Cercy-la-Tour, de l'Agence Economique Régionale (AER), de Nièvre Aménagement, du Président, de la Vice-Présidente en charge de l'attractivité et du développement économique et des services de la Communauté de Communes Bazois Loire Morvan.

L'entreprise Européenne de Biomasse a précisé son projet (production de granulés) et renouvelé son intérêt à s'implanter à Cercy la Tour.



Néanmoins, l'entreprise serait intéressée plus précisément par la parcelle D279 (classée 1AUx) ainsi que les parcelles à l'ouest et au sud, classées en zone agricole (parcelle D 338 et parcelle D 813).

La parcelle D280 (2AUx), initialement identifiée, est trop proche d'habitations et a une topographie défavorable.

Par ailleurs, le projet prévoit la construction de bâtiments s'élevant à plus de 30 mètres, ce qui n'est pas possible avec le PLU actuel (14 mètres maximum).

Pour accueillir ce porteur de projet, il conviendrait donc de réviser le PLU de Cercy-la-Tour (coût de la précédente révision : 38 582 € TTC).

Envoyé en préfecture le 24/01/2025

Reçu en préfecture le 24/01/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20250120-2025_CC_019-DE



.../...

Envoyé en préfecture le 24/01/2025

Reçu en préfecture le 24/01/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20250120-2025_CC_019-DE



N° 2025-CC-019

Il conviendrait également d'effectuer une demande de prescription de diagnostic archéologique qui entraîne le paiement d'une redevance d'archéologie préventive s'élevant à 0,68 €/m² en 2024 (88 400 € pour 13 ha), à la charge de la CCBLM (tarif réévalué tous les ans).

Cette prescription peut être suivie de fouilles, ce qui aura également un coût pour la CCBLM (et qui peut faire l'objet de demande de subvention).

Enfin, et pour lever le maximum de doutes auprès du porteur de projet, il conviendrait d'effectuer un diagnostic zone humide et une étude environnementale 4 saisons dont les coûts nous sont inconnus.

D'autres sujets techniques ont été abordés, notamment la capacité de traitement des eaux industrielles dans les réseaux existants et l'alimentation en électricité 6MW en 20 000 V.

La préfecture accueille ce projet avec enthousiasme et a programmé un nouveau point d'avancement le 14/03/2025 à Nevers.

La commune de Cercy-La-Tour a sollicité le propriétaire des terrains qui est ouvert à une négociation pour une vente.

Les prochaines étapes :

- 1) L'entreprise doit schématiser un plan d'implantation selon ses besoins et confirmer les parcelles souhaitées
- 2) La CCBLM engage les démarches suivantes :
 - a. Révision du PLU (délai entre 12 et 18 mois)
 - b. Prescription de diagnostic archéologique (délai de 6 mois)
 - c. Etude environnementale 4 saisons et diagnostic Zone Humide (délai de 12 mois)

Le coût de ces démarches pourrait être estimé entre 150 000 et 200 000 €.

A cela s'ajoute les éventuelles fouilles archéologiques complémentaires en fonction des résultats du diagnostic (délai de 12 mois).

L'Etat a indiqué être à nos côtés pour nous accompagner financièrement.

L'entreprise a évoqué la possible signature d'une promesse unilatérale de vente (PUV) pour officialiser son engagement dans le projet (qui reste à confirmer de sa part). Elle achètera définitivement les terrains, et démarrera ses études qu'une fois l'ensemble des démarches évoquées ci-dessus effectuées.

Le calendrier du porteur de projet est serré puisqu'il compte commencer ses études dans 18 mois.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire, à l'unanimité, approuve le principe d'engager les démarches pour réaliser les études listées ci-dessus.

**Pour copie certifiée conforme,
Fait à Moulins-Engilbert,
Le 20 Janvier 2025**

**Le Secrétaire de Séance,
Gilles GONIN.**



**Le Président,
Serge CAILLOT.**